

PLEINS FEUX SUR LES MARCHÉS

MARCHÉS MONDIAUX

Les tensions commerciales ont fait les manchettes des nouvelles financières ces dernières semaines. Les nouveaux droits de douane imposés ou envisagés par les États-Unis et les mesures de rétorsion engagées par leurs partenaires commerciaux semblaient changer presque tous les jours. Malgré l'anxiété suscitée par la situation, la plupart des marchés boursiers ont enregistré des gains pendant le mois, cette toile de fond commerciale devenant la « nouvelle norme ». En juillet, les actions mondiales ont augmenté de 3,1 % en dollars américains et de 2,1 % en dollars canadiens, puisque le CAD s'est apprécié.

Les marchés boursiers américains larges ont monté de 3,7 %, tandis que le Nasdaq 100 augmentait de 2,8 %. Les signes de la vigueur de l'économie américaine se multiplient. Les résultats des sociétés publiées pendant le mois étaient robustes, environ 90 % d'entre eux ayant dépassé les attentes. La croissance du PIB a été chiffrée à +4,1 % (en rythme annualisé), tandis que les données sur l'emploi, le commerce de détail et la confiance des consommateurs continuent de s'améliorer.

Les marchés boursiers internationaux des pays développés ont monté de 2,5 % (en USD) et les actions japonaises, de 0,04 % (en USD). La croissance ralentit dans ces régions (voir le commentaire ci-contre), mais semble se stabiliser à des niveaux moins élevés. Bien qu'elle n'ait donné aucun résultat concret, la rencontre à Washington entre le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et Donald Trump, qui avait pour thème les relations commerciales entre les États-Unis et l'Union européenne, a semblé apaiser les inquiétudes des investisseurs – du moins pour le moment.

Les marchés émergents ont gagné 2,2 % (en USD), mais la Chine a perdu 2,5 % (en USD). Les tensions commerciales mettent la Chine, dont l'économie était déjà en perte de vitesse, à la peine. Une guerre commerciale affectera aussi d'autres pays asiatiques qui participent à la chaîne d'approvisionnement de la production. Parmi les pays à risque figurent Taïwan, la Malaisie, la Corée du Sud, la Thaïlande, les Philippines et Singapour. Ce conflit n'est pas seulement néfaste à la Chine, il affecte l'ensemble du pôle de fabrication asiatique.

PERSPECTIVES ACTUELLES DE LA RÉPARTITION DE L'ACTIF*

CATÉGORIE D'ACTIF	PONDÉRATION
Obligations canadiennes	Sous-pondération
Obligations internationales	Sous-pondération
Actions canadiennes	Pondération neutre
Actions américaines	Sous-pondération
Actions internationales	Surpondération
Actions des marchés émergents	Surpondération

* Pour les portefeuilles équilibrés, au 31 juillet 2018.

SURVOL



Luc de la Durantaye

« Sur les marchés développés internationaux, la croissance économique décélère et il est peu probable qu'elle rebondisse aussi vigoureusement qu'aux États-Unis. Cependant, l'inflation étant encore

très bien contenue, les banques centrales peuvent se permettre de prendre leur temps pour renormaliser leurs politiques monétaires — c'est le message qu'a fait passer récemment la Banque centrale européenne. Cette détente qui se poursuit crée un contexte dans lequel les bénéfices peuvent encore bien croître, mais à un rythme plus lent que dans la dernière année, sans subir l'effet négatif des hausses de coûts de la main-d'œuvre et des taux d'intérêt comme aux États-Unis actuellement.

En Europe, le Royaume-Uni, la Suède, l'Espagne et la France offrent la meilleure valeur. En Asie, les marchés les plus intéressants sont ceux de l'Australie, de Singapour et de Hong Kong. Les rendements en dividendes sont aussi intéressants, à 3,1 %, et devraient nettement contribuer aux rendements totaux. »

TITRES À REVENU FIXE

Le marché obligataire a dégagé des rendements négatifs, car les taux d'intérêt ont monté à la faveur de statistiques économiques plus vigoureuses. Cela a fait croître les probabilités que la Banque du Canada (BdC) hausse ses taux de nouveau en octobre, après une augmentation d'un quart de point en juillet. La hausse des rendements a été exacerbée par les spéculations sur la possibilité que la Banque du Japon emboîte le pas aux autres banques centrales et réduise ses mesures de stimulation.

Le rendement des obligations du Trésor américain de 10 ans s'est approché de 3 %, un niveau qui s'est révélé difficile à atteindre, car les tensions inflationnistes sont restées limitées. Cependant, les tarifs douaniers, le marché du travail étriqué et la hausse des coûts de transport ont accru le risque d'une accélération de l'inflation.

ACTIONS CANADIENNES

Le marché boursier canadien a monté de 1,2 %. Les actions des secteurs des services financiers et les valeurs industrielles étaient les grandes gagnantes, tandis que celles du secteur des matériaux ont chuté de 4 %. Les négociations de l'ALENA restent un domaine de grande incertitude pour le Canada, dont l'économie est florissante malgré ce contexte. En mai, les données sur les ventes au détail et la fabrication étaient bien meilleures que prévu et pourraient se traduire par une croissance du PIB supérieure aux attentes au deuxième trimestre. L'augmentation des taux d'intérêt par la banque centrale en juillet a démontré sa confiance dans la poursuite de la croissance au Canada. Les marchés prévoient maintenant une prochaine hausse des taux par la BdC en octobre.

SURVOL



Vincent Lépine

Vice-président Répartition globale de l'actif et gestion des devises

Le Royaume-Uni, qui doit quitter l'Union européenne dans huit mois à peine, s'engage dans « la dernière ligne droite » du Brexit.

Quelle sera l'issue des négociations, s'il en est

— un Brexit dur ou doux?

Pour éviter un Brexit dur, le gouvernement britannique doit s'entendre avec la Commission européenne (CE) sur les modalités du retrait total. Le sommet de la Commission européenne en octobre semble être l'occasion la plus probable de trouver un accord définitif sur le divorce. Si l'impasse au sujet de l'Irlande reste sans solution en octobre, un sommet d'urgence de l'UE pourrait être nécessaire en novembre pour mettre la dernière main à l'accord. En pratique, la date butoir pour trouver une entente sur le divorce selon l'article 50 serait la mi-décembre, lors du dernier sommet du Conseil européen en 2018. Dans tous les cas, il reste très peu de temps pour trouver un accord.

Mais des progrès ont été réalisés et une résolution des problèmes en suspens se dessine. Côté Royaume-Uni, la question est de savoir si le gouvernement de Theresa May bénéficiera du soutien politique nécessaire pour la mettre en œuvre. À la Chambre des communes, le Parti conservateur est dans l'impasse. Les positions semblent irréconciliables et il ne faut pas s'attendre à un déblocage, à moins que Bruxelles ne propose un compromis de sa propre initiative — ce qui semble très peu probable. L'objectif de Bruxelles n'est pas de trouver un compromis, mais de punir

le Royaume-Uni pour sa décision de quitter l'Union européenne. Cela explique pourquoi chaque proposition du Royaume-Uni a été systématiquement rejetée par les négociateurs du CE — même si la dernière ressemblait à une capitulation totale du gouvernement britannique.

Bien qu'un deuxième référendum ne soit pas exclu, il semble très peu probable. La leçon tirée du premier référendum sur le Brexit est qu'il n'y a aucune garantie sur le résultat final. Par ailleurs, Theresa May ne rassemblerait pas assez de suffrages au sein du Parti conservateur pour l'organiser et devrait obtenir le soutien du Parti libéral et d'une frange du Parti travailliste pour avoir une majorité. Enfin, il faudrait du temps pour organiser ce deuxième référendum, et c'est exactement ce dont manque le gouvernement britannique.

Il est encore difficile de savoir quel type d'entente sera conclu. Les perspectives resteront sombres pour le Royaume-Uni tant que sa sortie de l'UE demeurera teintée d'incertitudes. Les investisseurs s'en trouvent forcés d'ajourner leurs projets et les entreprises, d'appliquer de plus en plus de plans palliatifs. À mesure que la date butoir du Brexit approchera, les investisseurs deviendront probablement de plus en plus nerveux si aucun accord n'a été trouvé, ce qui devrait entraîner des liquidations d'actifs financiers britanniques dictées par la panique (et donc, une hausse de la volatilité). La Banque d'Angleterre devra rester sur la touche et il est fort probable que la livre sterling demeure sous pression. Le Brexit ajoute une note d'incertitude de plus au conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, au litige iranien et à ses conséquences sur les prix du pétrole, ainsi qu'aux négociations à venir du budget italien. Les investisseurs devraient donc rester sur le qui-vive en attendant de savoir comment évoluent les marchés financiers.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et non celles de Gestion d'actifs CIBC inc. Ce document vise à donner des renseignements généraux et ne vise aucunement à donner des conseils financiers, de placement, fiscaux, juridiques ou comptables. Il ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente des titres mentionnés. La situation personnelle et la conjoncture doivent être prises en compte dans une saine planification des placements. Toute personne voulant utiliser les renseignements contenus dans le présent article doit d'abord consulter son conseiller. L'information qui se trouve dans le présent document provient de sources jugées fiables et nous semble juste au moment de sa publication, mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude, l'exhaustivité ni la fiabilité. Sauf indication contraire, toutes les opinions et estimations figurant dans le présent document datent du moment de sa publication et peuvent changer. Ni le matériel ni son contenu ne peuvent être reproduits sans le consentement écrit explicite de Gestion d'actifs CIBC inc. ^{MP}Gestion d'actifs CIBC et le logo CIBC sont des marques déposées de la Banque Canadienne Impériale de Commerce. Certains renseignements que nous vous avons fournis pourraient constituer des énoncés prospectifs. Ces énoncés comportent des risques connus et non connus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats ou la réalisation diffèrent sensiblement des résultats ou des rendements futurs prévus explicitement ou implicitement dans lesdits énoncés prospectifs.